Nations Unies E/2012/16

Conseil économique et social

Distr. générale
12 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012
New York, 2-27 juillet 2012
Point 10 de l'ordre du jour provisoire*
Coopération régionale

La situation économique en 2011-2012 de la région de la Commission économique pour l'Europe : Europe, Amérique du Nord et Communauté d'États indépendants

Résumé

La croissance économique a été très lente au cours des cinq dernières années dans la plupart des pays de la Commission économique pour l'Europe, à l'exception des économies d'Asie centrale. Dans de nombreux pays, le produit intérieur brut (PIB) réel est inférieur à ce qu'il était avant le début de la crise mondiale et de la période de récession qui a suivi en 2008. Quant aux pays qui ont connu une certaine croissance, elle s'y est révélée d'une lenteur rarement vue par le passé ou dans le monde. Quelques économies n'ont même pas encore commencé de se relever de la crise; d'autres, après un semblant de redressement de courte durée, ont replongé dans des récessions à double creux, tandis que les pays restants ne connaissent qu'une piètre reprise, le taux de croissance prévu pour les années 2013-2014 étant également faible et en deçà des tendances. Outre la faiblesse de leur PIB, la plupart des pays de la région souffrent d'un taux de chômage élevé et de la paupérisation.

Dans la région de la CEE, la crise financière de 2008-2009 et la reprise limitée de 2010-2012 constituent de cuisants échecs politiques. La crise était largement due au manque de réglementation du secteur financier dans les économies avancées d'Amérique du Nord et d'Europe et au fait que les économies en transition et les nouveaux États membres de l'Union européenne dépendaient trop largement des capitaux étrangers pour financer le développement. Si les politiques budgétaires et monétaires de stimulation qui ont été adoptées au lendemain de la crise représentent un progrès considérable par rapport aux mesures prises dans les années 30 et ont permis d'éviter que le monde entier ne sombre dans une dépression, les politiques macroéconomiques de 2010 se sont caractérisées par un retour prématuré à

* E/2012/100.

12-29272 (F) 010512 080512

Merci de recycler

l'austérité, qui a eu pour effet de prolonger, voire dans certains cas d'aggraver, la récession économique. Il aurait fallu s'appuyer sur une stratégie de stimulus à court terme, combinée avec des mesures de consolidation des finances sur le long terme, mais les processus politiques ayant cours dans les économies avancées n'ont pas permis de le faire. Dans certains cas, les mesures d'austérité qui ont été prises pour améliorer la situation ont fini par creuser encore un peu plus la dette en limitant considérablement la croissance économique. La crise dans la zone euro a soulevé la question du bien-fondé et de la viabilité d'une union monétaire sans supervision financière intégrée, sans union fiscale et sans banque centrale qui puisse jouer le rôle de prêteur en dernier ressort.

I. La région de la CEE et le reste du monde

1. Aux fins de l'analyse, les 56 membres de la région de la CEE (qui compte plus de 1,2 milliard d'habitants) ont été répartis entre trois sous-régions : a) l'Amérique du Nord, avec 344 millions d'habitants, qui se compose du Canada et des États-Unis d'Amérique; b) les économies avancées d'Europe, avec 522 millions d'habitants, regroupant 35 économies dont l'Union européenne, l'Association européenne de libre-échange, Israël et quatre micro-États européens de moins de 100 000 habitants; et c) les économies émergentes d'Europe, avec 374 millions d'habitants, à savoir 19 économies d'Europe de l'Est et du Sud-Est, du Caucase et de l'Asie centrale. Cette dernière catégorie englobe toutes les économies en transition et la Turquie. Le concept d'économies avancées de la CEE renvoie à l'Amérique du Nord et aux économies avancées en Europe.

2. La région de la CEE reste très diversifiée. Bien qu'elle regroupe la plupart des pays les plus développés, le revenu par habitant y est inférieur au double de la moyenne mondiale dans 26 pays (soit près de la moitié) et il est inférieur à la moyenne mondiale dans 13 pays et inférieur à la moitié de la moyenne mondiale dans 5 pays. Neuf de ses États membres sont considérés comme des pays en développement sans littoral au sens de la définition de l'Organisation des Nations Unies.

3. Pendant plus d'un siècle, la région de la CEE a représenté plus de la moitié de la production économique mondiale (en parité de pouvoir d'achat) mais, en 2009, sa part du PIB mondial est passée sous la barre des 50 % en raison de la croissance plus rapide des pays en développement. Il y a seulement 10 ans, les économies avancées d'Europe et d'Amérique du Nord représentaient chacune plus d'un quart de la production mondiale et les économies émergentes d'Europe, 5 %. Les parts mondiales de l'Union européenne et de l'Amérique du Nord ont chuté et représentent désormais un peu plus d'un cinquième chacune, alors que les économies européennes émergentes ont vu la leur augmenter à 6 %. La région devrait voir sa part dans la production mondiale continuer de reculer au cours des 10 prochaines années tant que sa croissance démographique et son revenu par habitant demeurent inférieurs aux moyennes mondiales.

4. Au cours des 30 dernières années, la croissance des économies avancées de la CEE a été relativement faible par rapport à celle d'autres régions du monde et à ce qu'elle avait été juste après la Seconde Guerre mondiale. Au cours de la dernière décennie, la croissance du revenu par habitant a été relativement similaire dans la plupart des économies avancées, même si elle a été légèrement plus élevée au Japon (0,75 % par an) qu'aux États-Unis (0,65 %) et dans la zone euro (0,55 %). Les économies avancées ont subi un véritable effondrement économique dans les années 90, dont elles ne se sont que partiellement relevées au cours de la dernière décennie, le revenu national dans le tiers de ces pays restant en deçà de son niveau de 1989. Dans la plupart des pays de la CEE, les inégalités de revenus et de richesse se sont accentuées (les revenus des très riches ayant augmenté sensiblement plus rapidement que la moyenne). Les modèles économiques de ces pays n'ont donc pas pu produire une forte croissance économique tout en préservant ou en renforçant l'équité. Il n'en reste pas moins que les niveaux de revenus et d'équité en Europe occidentale, en particulier en Scandinavie, sont parmi les plus élevés au monde.

5. En 2010, les économies de la CEE représentaient 54,7 % des exportations mondiales; 74,7 % de ces exportations (soit 40,8 % des exportations mondiales) étaient intérieures à la CEE. Par ailleurs, 33,8 % des exportations de pays n'appartenant pas à la CEE étaient à destination de la CEE. Ainsi, 70,0 % des exportations mondiales en 2010 étaient en provenance ou à destination de la CEE. Plus de 81,1 % des exportations des économies avancées d'Europe, 77,1 % des exportations des économies émergentes d'Europe et 52,5 % des exportations d'Amérique du Nord étaient à destination de la CEE. Les économies en transition, qui ont été progressivement écartées du reste de l'économie mondiale dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale et qui, depuis les années 90, ont des problèmes pour obtenir un traitement douanier normal équitable à cause de la lenteur des progrès accomplis en vue de leur adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, ne représentaient que 4,1 % des exportations mondiales en 2010.

6. Les économies de la CEE constituent une importante source d'investissement direct étranger (IED); en 2010, leur flux d'IED a augmenté de 13 % et représentait un montant de près de 914 milliards de dollars, soit plus de 69 % du volume mondial total de l'IED. Malgré cette hausse, les flux d'IED en 2010 n'étaient qu'à la moitié de leur niveau de 2007, avant la crise financière. Par comparaison, les flux d'IED en provenance de pays extérieurs à la CEE ont augmenté de près de 6 % entre 2007 et 2010. Sur les 20 premières sources d'IED dans le monde, 13 sont des pays de la CEE. Les sources les plus importantes sont les États-Unis, suivis de l'Allemagne et de la France. La Fédération de Russie est également une source très appréciable.

7. Les pays de la CEE ont reçu plus de 647 milliards de dollars en IED en 2010, soit plus de 68 % du total mondial. Toutefois, les flux en 2010 n'atteignaient même pas la moitié de leur niveau de 2007. Par comparaison, les flux à destination de pays extérieurs à la CEE n'ont diminué que de 5 % entre 2007 et 2010. En 2010, l'IED à destination des économies émergentes d'Europe a accusé une baisse de 43 % par rapport à son niveau record de 2008. Sur les 20 premiers bénéficiaires de l'IED dans le monde, 10 sont des pays de la CEE. Les États-Unis sont le principal destinataire au monde. Globalement, la région de la CEE est un investisseur net (sorties supérieures aux entrées), avec un solde d'environ 266 milliards de dollars en 2010. Toutefois, les économies émergentes d'Europe étaient des bénéficiaires nets (entrées supérieures aux sorties) en 2010 et leur stock d'IED a augmenté de près de 1 000 % depuis 2000.

II. L'évolution de la région à long terme

8. Au cours des 20 années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les pays d'Europe occidentale et l'Union soviétique se sont développés plus rapidement que les États-Unis, avec pour résultat une certaine convergence : au début des années 70, le revenu par habitant en Europe occidentale représentait environ 70 % du revenu par habitant aux États-Unis, et celui de l'Union soviétique environ 35 %, soit la moitié de celui d'Europe occidentale. Depuis 1972, la convergence entre l'Europe occidentale et les États-Unis s'est interrompue alors que le revenu moyen par habitant des États de l'ex-Union soviétique ne représente plus qu'un quart de celui des États-Unis et un tiers de celui de l'Europe occidentale. En d'autres termes, au cours des 40 dernières années, non seulement il n'y a pas eu de poursuite de la convergence, mais les écarts de niveau de vie entre les trois grandes sous-régions

géographiques de la CEE se sont accentués. À l'heure actuelle, le revenu par habitant moyen dans les économies en transition est à peu près égal à la moyenne mondiale.

9. L'écart observé entre les États-Unis et l'Europe occidentale au niveau du revenu par habitant tient essentiellement au nombre d'heures travaillées. Les Européens travaillent de manière générale pendant moins d'années (ils débutent leur activité professionnelle et partent en retraite plus tard), prennent plus de vacances et leur journée de travail est plus courte. En termes de productivité par heure de travail, l'avantage des États-Unis apparaît beaucoup plus limité. Toutefois, la convergence des niveaux de productivité observée dans les années 1960-1995 n'a plus cours et la tendance s'est en fait inversée depuis 1995 en raison d'un recours plus intensif aux technologies de l'information aux États-Unis. Si l'on compare la croissance de la productivité entre les opérations des multinationales américaines à l'étranger et celle des sociétés nationales dans les pays étrangers, on constate que la tendance à l'utilisation des technologies de l'information aux États-Unis s'explique par des méthodes de gestion différentes.

10. L'Europe occidentale est confrontée à un taux de chômage élevé depuis les 30 dernières années. Le taux de chômage moyen en Allemagne, en France, en Italie et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord était de 3,5 % dans les années 70 mais a plus que doublé dans les années 80, à 7,6 %, pour atteindre 8, 9 % dans les années 90, et 7,7 % dans la première décennie du XXIe siècle. Aux États-Unis, le taux de chômage global a été plus stable au cours des 40 dernières années; toutefois, au cours des 50 dernières années, le taux de chômage des Afro-Américains a été généralement supérieur à 10 %, soit plus du double de celui des Blancs.

11. Le vieillissement de la population caractérise la plupart des économies de la CEE, à l'exception des pays d'Asie centrale. Ce phénomène, qui se traduit par une augmentation du nombre des retraités par rapport au nombre de travailleurs, a des conséquences significatives sur la viabilité de la situation budgétaire, puisque de nombreux pays ont adopté des régimes de retraite par répartition. Dans de nombreux pays d'Europe, l'âge du départ à la retraite est bas par rapport aux normes mondiales et il devra être relevé, en particulier pour les femmes, qui prennent leur retraite particulièrement tôt dans de nombreux pays. Les travailleurs d'un certain âge représentent déjà une part croissante de la population active dans de nombreux pays de la CEE. Ainsi, le pourcentage de travailleurs américains âgés de 55 ans ou plus est passé de 17,5 % en 2006 à 21,5 % en 2012. L'augmentation des taux de cotisation est une autre option envisageable qui sera sans doute retenue par certaines des économies de la région.

12. Le vieillissement est un phénomène dans le cadre duquel on observe de vastes écarts selon le sexe puisque le rapport des femmes aux hommes est bien supérieur à 1 pour les 65 ans et plus. Dans l'Union européenne, il est de 1,4 en moyenne mais il est supérieur à 2 en Estonie et Lettonie et presque de 2 en Lituanie. Les personnes de 65 ans et plus courent davantage le risque d'être victimes de la pauvreté que celles qui sont en âge de travailler (18-64 ans), et les femmes retraitées sont beaucoup plus susceptibles que les hommes de se retrouver dans cette catégorie. En Lettonie et à Chypre, plus de la moitié des femmes de 65 ans et plus risquent de sombrer dans la pauvreté.

III. La crise économique et financière

13. Au début, c'est la croissance des économies en transition qui a été le plus durement mise à mal par la crise économique par comparaison à la situation dans les autres sous-régions de la CEE ou dans le reste du monde, comme en témoigne le déclin de leur production en 2009, tant en termes absolus (moins 6,5 %) que par rapport aux tendances mondiales (moins 13 points de pourcentage). Ces pays ont toutefois pu se relever modestement, de sorte qu'en 2012, leur revenu atteignait le niveau de ce qu'il aurait dû être en 2009 s'il n'y avait pas eu la crise. Ils ont donc perdu trois années de croissance économique. Par contrecoup, on a aussi observé un recul de plusieurs années en ce qui concerne les progrès à accomplir sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement. L'Amérique du Nord a connu une récession sévère en 2009 mais a pu, grâce à une faible reprise, obtenir en 2012 le revenu sur lequel elle aurait pu compter en 2008, de sorte que la région a perdu quatre années de croissance à cause de la crise. Les économies avancées d'Europe ont été plus durement frappées par la récession que l'Amérique du Nord en 2009, mais pas autant que les économies en transition; toutefois, leur relèvement n'a été que très limité et elles sont retombées dans une croissance négative à la fin de 2011 et au début de 2012. Ces pays ne devraient retrouver leur niveau de revenu de 2007 qu'en 2013, ce qui revient à dire qu'ils ont perdu six années de croissance économique à cause de la crise et de ses retombées. Par comparaison, les pays dans le reste du monde (c'est-à-dire les pays extérieurs à la CEE) n'ont perdu qu'environ un an de croissance économique à cause de la crise.

14. L'incapacité d'adopter des politiques macroéconomiques de stimulus plus agressives pour restaurer la croissance en Europe immédiatement après l'éclatement de la crise de 2008-2009 a eu pour effet d'augmenter le rapport de la dette au PIB, ce qui a par la suite précipité la crise de la dette souveraine dans la périphérie de la zone euro en 2010-2012. Face à cette récession à double creux, les nouveaux programmes d'austérité qui ont été mis en œuvre ont encore réduit la croissance du PIB, aggravant par là même la situation budgétaire. Plusieurs pays se sont donc retrouvés avec des croissances faibles ou négatives, un taux de chômage élevé et des déficits et une dette excessives. La configuration institutionnelle de la zone euro a limité la possibilité de recourir à des politiques macroéconomiques anticycliques, empirant la situation macroéconomique dans la région. Les développements économiques et les réponses politiques qui y ont été apportées en Europe au cours des cinq dernières années sont très similaires à ce qui s'est passé dans la première moitié des années 30.

15. L'expérience récente dans la région de la CEE montre bien à quel point il est important de pouvoir recourir à des politiques macroéconomiques anticycliques face aux chocs économiques en cas de dépression sévère. Dans les conditions qui ont prévalu dans de nombreuses économies avancées de la CEE depuis plusieurs années, avec des taux d'intérêt proches de zéro et un chômage élevé, il est possible de mettre en œuvre une politique budgétaire largement autofinancée à moyen terme. Même dans les cas où le rapport de la dette au PIB se détériorerait légèrement, les avantages économiques d'une expansion budgétaire en termes de baisse du chômage compenseraient largement une éventuelle augmentation du rapport de la dette au PIB; par ailleurs, la solvabilité pourrait même s'améliorer avec la croissance, y compris dans le cas d'une légère détérioration de la dynamique de la dette. Dans de nombreux pays, il semble que les réductions d'impôt soient préférées à

l'augmentation des dépenses publiques pour faire repartir la demande agrégée. Toutefois, celles-ci n'ont qu'un effet multiplicateur limité et n'ont donné lieu qu'à une faible augmentation de la demande, preuve que leur efficacité n'est que partielle.

16. Entre 2007 et 2010, le nombre d'emplois a accusé une baisse de 4,7 %, soit 6,9 millions d'emplois en moins, aux États-Unis, de 1,2 % (2,6 millions d'emplois en moins) dans l'Union européenne et de 0,7 % (0,5 million d'emplois en moins) en Fédération de Russie. Bien que ce soit généralement dans les économies qui ont subi un déclin particulièrement marqué de leur PIB que le chômage s'est le plus aggravé, il existe des exceptions majeures à cette règle, ce qui suggère que les politiques en matière d'emploi peuvent jouer un rôle significatif pour limiter la hausse du chômage en période de récession. Au regard du déclin considérable de son PIB, la Fédération de Russie est parvenue à juguler efficacement la hausse du chômage. Alors que la zone euro et les États-Unis ont connu un déclin économique à peu près comparable, les taux de chômage y ont augmenté de manière beaucoup plus spectaculaire.

17. Depuis la crise financière, le niveau de la dette a considérablement augmenté dans les économies avancées de la CEE et il devra donc être amoindri au cours de la prochaine décennie. La réduction du niveau d'endettement a été rapidement engagée aux États-Unis par comparaison avec la plupart des pays d'Europe. Aux États-Unis, en dépit d'une augmentation significative de la dette publique depuis 2008, l'endettement du secteur privé a commencé à diminuer. Au début de l'année 2012, l'endettement des ménages aux États-Unis avait diminué de 600 milliards de dollars, en grande partie grâce à une réduction de l'endettement hypothécaire. Les Américains ont en effet eu la possibilité de sortir de leurs emprunts hypothécaires sans recours. Les ménages européens n'ont généralement pas pu avoir recours à un tel défaut de paiement dans la mesure où les conditions auxquelles un prêt assorti de recours leur a été concédé n'autorisaient pas cette approche. Les dettes souveraines de l'Amérique du Nord et des économies avancées d'Europe continuent par ailleurs de se creuser à un rythme rapide.

18. Les déficits budgétaires et la dette souveraine ont été beaucoup plus modérés dans de nombreuses économies en transition que dans les économies avancées d'Europe et en Amérique du Nord. La Fédération de Russie, en situation d'excédent avant la crise, a connu des déficits relativement importants en 2009 et 2010, mais a su par la suite les juguler à 1 % du PIB. On peut toutefois craindre que ces déficits se creusent de nouveau à l'avenir dans la mesure où le Gouvernement a l'intention d'émettre 50 milliards de dollars d'obligations par an dans les prochaines années. Les déficits en Ukraine ont été relativement limités, sauf en 2009 et 2010, mais les entreprises publiques accumulent les engagements conditionnels, ce qui risque de poser problème. Le Kazakhstan jouit aussi d'une situation généralement excédentaire.

19. La récession économique des dernières années n'a pas fait baissé tous les types de revenus de la même manière dans la plupart des pays de la CEE. Malgré une chute considérable du cours des actions, en majorité détenues par les individus aux plus hauts revenus, les prix dans l'immobilier, secteur d'investissement des classes moyennes, ont dégringolé de manière encore plus marquée, et l'augmentation du chômage a surtout fait des ravages parmi les groupes à faible revenu. Même si l'augmentation des transferts publics a essentiellement bénéficié aux ménages aux

revenus peu importants ou de niveau intermédiaire, ce sont proportionnellement les ménages à faible revenu qui ont vu leur revenu amputé le plus gravement. Si les inégalités se sont considérablement atténuées après la Grande Dépression dans les années 30, c'était essentiellement dû à de réels changements de politiques et seulement marginalement à la destruction de richesses.

20. Bien que les nouveaux États membres de l'Union européenne et les économies émergentes aient été très durement touchés par la crise en 2009 et ont dans certains cas enregistré une forte baisse de leur PIB, cette crise est loin d'avoir eu pour eux la même gravité que celle des années 90, pendant la période de transition de l'économie planifiée à l'économie de marché.

IV. La crise dans la zone euro

21. Après la création de l'euro, les écarts entre les taux de financement de la dette souveraine à 10 ans dans les pays de la zone euro sont restés dans les 100 points de base jusqu'à la crise économique de 2008, dans la mesure où les marchés financiers ne faisaient pas vraiment de différence entre les dettes de ces pays. Mais depuis le début de la crise, et en particulier depuis qu'il a été découvert en janvier 2010 que les informations sur la situation de la dette grecque ne reflétaient pas la réalité, les marchés demandent de plus en plus une prime de risque pour la détention d'obligations libellées en euros émises par des pays dans lesquels la dette est élevée ou augmente rapidement. Cette situation tient pour beaucoup à l'absence d'un prêteur de dernier ressort pour ces obligations garanties puisque la Banque centrale européenne ne peut assumer ce rôle. Les économies de la zone euro ont donc dû mettre en place d'autres structures institutionnelles à cette fin.

22. Le Fonds européen de stabilité financière a été créé avec des ressources de 440 milliards d'euros grâce à des garanties émises par les pays de la zone euro ayant obtenu un AAA comme note souveraine. Il a fourni une aide de 200 milliards d'euros à la Grèce, au Portugal et à l'Irlande. En janvier 2012, après que Standard and Poor's a abaissé les notes de la France et de l'Autriche à AA+, la note du Fonds a elle aussi été dégradée à AA+. Le Fonds doit être clos au mois de juillet 2013 et être à terme remplacé par le Mécanisme de stabilité européen qui doit être créé à titre permanent en juillet 2012, avec des fonds de 500 milliards d'euros. Comme un mécanisme plus vaste peut apparaître souhaitable, il est envisagé de faire coexister les deux fonds pendant la période 2012-2013.

23. Au total, 25 des 27 membres de l'Union européenne ont signé un traité de réduction des déficits en mars 2012, par lequel ils se sont engagés à mieux contrôler leur déficit et leur dette puisque le Pacte de stabilité et de croissance n'avait pas permis de le faire. Dans le cadre de ce pacte budgétaire, les États ont décidé que les déficits budgétaires structurels ne devaient pas dépasser les 0,5 % du PIB et que la dette publique devait rester sous la barre des 60 % du PIB. La Cour de justice européenne peut imposer des amendes allant jusqu'à 0,1 % du PIB aux pays qui ne respecteraient pas ces limites. Cette initiative permettra peut-être de renforcer la discipline budgétaire, mais elle aura aussi pour effet de limiter la capacité des pays de recourir à des politiques budgétaires anticycliques.

24. Le rapport de la dette souveraine au PIB excède les 100 % en Grèce, en Irlande, en Italie et au Portugal et la situation continue d'empirer. Les dépenses publiques, en pourcentage du PIB, n'ont pas été particulièrement importantes dans

ces pays, le problème est que les revenus y étaient trop faibles parce que les régimes fiscaux n'étaient pas adéquats et que beaucoup d'entorses y étaient faites. Il aurait donc fallu mettre l'accent sur l'augmentation des revenus et non sur la réduction des dépenses comme dans les programmes d'austérité qui ont été mis en œuvre. Les pays qui ont adopté des politiques d'austérité comme l'Espagne, la Grèce ou le Royaume-Uni, ont souvent été incapables de réduire leur déficit ou leur dette comme ils le comptaient, car ces politiques ont entraîné une baisse de la croissance qui n'a fait que réduire les recettes fiscales et rendre leur situation budgétaire encore pire. Les expériences en Suède et en Finlande, qui ont traversé une crise financière dans les années 90, corroborent l'idée selon laquelle il ne faut pas recourir à l'austérité tant que la reprise n'est pas bien installée.

25. En 2011, les taux d'intérêt ont baissé dans la plupart des pays d'Europe (Royaume-Uni et Suède), grâce à la garantie de leur dette souveraine (à 10 ans) par leurs banques centrales. Pour ce qui est de la zone euro, faute de banque centrale pouvant jouer le rôle de prêteur en dernier ressort, les taux d'intérêt ont reculé en Allemagne, ils ont connu une certaine volatilité en Espagne et en France, bien qu'ils aient retrouvé à la fin de 2011 leur niveau du début de l'année, et ils ont considérablement augmenté en Italie. Le montant des obligations qui devront être émises en 2012 est d'environ 794 milliards d'euro, dont 220 milliards pour l'Italie, principal émetteur de la zone euro. Les taux d'intérêt s'appliquant à la dette souveraine de certains pays d'Union européenne qui ne font pas partie de la zone euro, comme la Hongrie, ont eux aussi augmenté considérablement en 2011.

26. Au printemps de 2012, dans le cadre d'une clause d'action collective, la Grèce a pu restructurer sa dette souveraine, d'un montant total de 348 milliards d'euros, et la réduire de 105 milliards d'euros; les investisseurs du secteur privé ont essuyé des pertes de 78,5 %. C'est le plus large accord de restructuration de la dette de l'histoire et la première fois qu'un pays développé se voit contraint de faire défaut depuis plus d'un demi siècle. L'International Swaps and Derivatives Association a vu dans le « défaut volontaire » de la Grèce un événement de crédit, donnant lieu au paiement de 2,5 milliards d'euros en contrats d'échange sur défaillance. Cette restructuration avait pour objectif de permettre à la Grèce de réduire son niveau d'endettement de 160 % à 120 % du PIB d'ici à 2020. La Grèce a ainsi reçu 130 milliards d'euros en nouveaux prêts officiels, dont 28 milliards d'euros de la part du FMI à répartir sur les quatre prochaines années.

27. La Grèce a été contrainte d'adopter une stricte politique d'austérité pour obtenir le soutien de l'Union européenne et du FMI. Il s'agissait notamment d'abaisser le salaire minimal de 20 % (560 euros) et de 32 % pour les jeunes de moins de 25 ans, de réduire les dépenses de santé et les autres prestations sociales et de supprimer 15 000 postes de fonctionnaire avant la fin de 2012 et 135 000 de plus d'ici à l'année 2015.

28. La situation sur les marchés financiers européens s'est considérablement dégradée pendant le deuxième semestre de 2011 avec le creusement des écarts de taux interbancaires et la mise à l'écart de certaines banques des marchés de financement commerciaux. Par exemple, les institutions financières de la zone euro n'ont obtenu que beaucoup moins de fonds du marché monétaire américain. La Banque centrale européenne a donc pris plusieurs mesures à la fin de 2011 pour limiter la dépendance des banques européennes face aux marchés privés. Une opération de refinancement à plus long terme a été mise en place, prévoyant des

prêts sur trois ans avec un taux d'intérêt de 1 % en faveur de 523 banques, pour un montant de 489 milliards d'euros (soit 5 % du PIB de la zone euro). La Banque centrale européenne a également élargi les critères d'éligibilité aux garanties, avant de procéder en mars 2012 à une seconde injection de liquidités pour un montant de 529,5 milliards d'euros à destination de 800 banques. Ces mesures ont permis d'éviter un étranglement du crédit et aussi de réduire les rendements sur les dettes souveraines de l'Espagne et de l'Italie, qui avaient atteint un niveau ingérable. Deux mois après la première intervention de la Banque centrale européenne, les taux d'intérêt sur la dette italienne à 10 ans ont baissé de 7 % à 5 % et les rendements ont diminué de 6 % à 5 % en Espagne. La Banque centrale européenne a aussi abaissé à deux reprises les taux d'intérêt d'un quart de point au deuxième semestre de 2011, les ramenant à 1 %, leur niveau historiquement le plus bas.

V. La situation économique actuelle

29. La croissance réelle du PIB dans la CEE devrait diminuer en 2012, et s'établir à 1,3 %, alors qu'elle était de 2,1 % en 2011 et de 2,8 % en 2010. La croissance sera proche de zéro dans les économies avancées d'Europe en 2012 dans la mesure où beaucoup de ces pays sont en récession; elle devrait augmenter légèrement en Amérique du Nord jusqu'à 2,1 %, étant donné que le relèvement des États-Unis et du Canada se confirme, tandis que la croissance dans les économies émergentes d'Europe connaît un déclin mais reste d'un niveau moyen, à 3,2 %. La croissance devrait reprendre dans les trois sous-régions et s'affermir encore en 2014. Malgré une modeste croissance, la plupart des économies de la CEE continueront de fonctionner en sous-régime, laissant une bonne part de la main-d'œuvre disponible non utilisée. L'atonie de l'économie dans la région devrait permettre de juguler l'inflation intérieure, même si, compte tenu de la hausse du prix des produits de base avec la reprise mondiale, l'inflation risque d'avoisiner les niveaux ciblés par les banques centrales de la région.

30. On observe des écarts considérables entre les taux de croissance des sous-régions de la CEE. Le Canada et les États-Unis ont des taux de croissance similaires, mais on note d'importantes variations entre États aux États-Unis et entre provinces au Canada. Au sein des économies avancées d'Europe, ce seront Israël et la Pologne qui se développeront le plus rapidement avec une croissance de plus de 2,5 % en 2012; ces deux pays ont eu des résultats relativement satisfaisants à moyen terme, puisque ni l'un ni l'autre n'ont connu de croissance annuelle négative depuis 2003. L'Estonie et la Lituanie devraient bénéficier d'une croissance de plus de 2 % en 2012 mais ils ont connu une récession profonde en 2009 et ces deux pays n'ont pas retrouvé le niveau de revenu qui était le leur avant la crise. La Norvège pourrait elle aussi enregistrer une croissance de plus de 2 % en 2012. Toutes les économies de la périphérie de la zone euro qui ont eu du mal à commercialiser leur dette souveraine (c'est-à-dire l'Espagne, la Grèce, l'Italie et le Portugal) à l'exception de l'Irlande, risquent de subir un déclin de leur PIB en 2012. Avec un PIB de -3,3 % en 2009, -3,5 % en 2010, -6,8 % en 2011, et -6,0 % en 2012, la Grèce est le pays qui connaît les pires résultats. Il existe aussi des écarts considérables entre les économies émergentes d'Europe mais seule la Croatie devrait pâtir d'une croissance négative en 2012. Fort d'un taux de croissance de 9,2 % en 2010, de 11,9 % en 2011 et de 7,0 % en 2012, le Turkménistan est le pays du monde dont la croissance est la plus rapide ces dernières années. La croissance restera solide dans les autres pays

d'Asie centrale en 2012, mais ne sera que modeste dans les économies de l'Europe du Sud-Est.

31. Les politiques monétaires mises en œuvre en Amérique du Nord et dans les économies avancées d'Europe ont pour but de favoriser le plus possible la croissance, avec des taux d'intérêt extrêmement faibles, voire même à leur plus bas niveau historique. Entre 2008 et la fin de l'année 2011, le bilan de la United States Federal Reserve a quadruplé et celui de la Banque centrale européenne doublé par suite de divers programmes d'assouplissement monétaire visant à injecter des liquidités dans les économies avancées d'Europe, ce qui a suscité des inquiétudes sur les risques d'inflation, avec un taux légèrement supérieur aux seuils fixés par les banques centrales dans les économies avancées de la CEE. Le taux d'inflation est actuellement de 2,6 % dans la zone euro et au Canada, et de 2,9 % aux États-Unis. Toutefois, l'inflation sous-jacente a généralement été inférieure à l'inflation globale, et l'inflation d'origine intérieure provoquée par les augmentations de salaire est restée faible. Le taux d'inflation est de 10 % en Turquie, 3,5 % au Royaume-Uni, et 1,7 % en Israël. La Suisse connaît une très légère déflation en raison de la force exceptionnelle de sa monnaie. Le taux d'inflation a diminué en Fédération de Russie et n'était que de 4 % au début de 2012, soit considérablement inférieur au taux ciblé par la banque centrale; il était de 5 et 10 % dans les autres pays de la Communauté d'États indépendants.

32. Victime d'une forte sécheresse et de feux de forêts, l'Eurasie n'a connu que de très maigres récoltes céréalières en 2010, ce qui a poussé la Fédération de Russie à interdire pendant un an les exportations de blé. En 2011, la production agricole a augmenté de 16,1 % en Fédération de Russie, connaissant aussi un véritable essor au Kazakhstan et en Ukraine. Compte tenu du poids des denrées alimentaires dans le calcul de l'inflation des prix à la consommation dans ces économies, l'inflation a largement diminué en 2011, et le taux de 6,1 % enregistré en Fédération de Russie était le plus bas que le pays ait connu depuis son passage à l'économie de marché en 1991. La récolte céréalière de 2012 a toutefois été compromise par la sécheresse sévissant dans certaines régions, en particulier en Ukraine, et elle risque d'être moins bonne qu'en 2011.

33. En 2011, les prix de l'immobilier ont considérablement varié dans les économies de la CEE. Ils ont continué de baisser dans de nombreux pays, dont la Bulgarie, l'Espagne, les États-Unis, la Fédération de Russie, la Grèce, l'Irlande et l'Ukraine, mais ils ont connu une légère augmentation dans d'autres, comme l'Allemagne, l'Autriche, le Canada, l'Estonie, la Norvège, la Suisse et la Turquie. Les prix de l'immobilier dans de nombreuses économies d'Europe occidentale sont supérieurs à ce qu'on aurait pu attendre au regard du rapport habituel entre les prix et les revenus des ménages ou les loyers.

34. Le prix national médian d'une maison individuelle a augmenté chaque année aux États-Unis pendant les 30 dernières années jusqu'en 2005, mais il a depuis diminué tous les ans et est désormais inférieur de 34 % (soit près de 40 % en termes réels) au pic atteint en 2006; en dollars réel, le prix de l'immobilier est aujourd'hui à son niveau de 1990. À l'heure actuelle, près de 12 millions de propriétaires, (l'équivalent d'un prêt immobilier sur cinq), doivent faire face à des remboursements supérieurs à la valeur de leur bien immobilier, ce qui représente un montant total de 700 milliards de dettes par rapport à la valeur de ces biens. Si les saisies sont encore nombreuses et risquent encore d'augmenter, on note certains

points encourageants, notamment le fait que les taux d'intérêt sont plus bas que jamais pour les prêts immobiliers, que les inventaires ont retrouvé un niveau normal, que le chômage est en baisse et que les prix de l'immobilier sont de nouveau proportionnels aux coûts des loyers et aux revenus des ménages. On compte environ un tiers de moins de constructions de nouvelles maisons qu'avant la crise.

35. Les économies émergentes d'Europe ont du mal à assurer leur stabilité macroéconomique. Elles se caractérisent par une grande volatilité qui tient à deux facteurs principaux : leur dépendance à l'égard des exportations pour un petit nombre de produits de base et leur dépendance financière à l'égard des capitaux étrangers. Des politiques doivent donc être mises en œuvre pour y diversifier les structures de production en mettant l'accent sur les industries de pointe et les services à haute valeur ajoutée, notamment en débloquant davantage de ressources aux fins de l'éducation et de la formation, du renforcement de l'infrastructure et de la recherche et du développement. L'accès au crédit pourrait aussi encourager l'esprit d'entreprise. Pendant les périodes de stress, les sorties de capitaux sont souvent importantes dans ces économies, car par le passé les investisseurs ont parfois subi des pertes considérables à cause de l'inflation extrêmement élevée, de l'absence d'assurance des dépôts en cas de faillite des banques et du piètre respect des droits de propriété. Les économies émergentes d'Europe doivent donc renforcer leurs secteurs financiers pour mieux canaliser l'épargne intérieure vers les investissements intérieurs. Plusieurs pays riches en ressources ont pu mettre à profit leurs fonds souverains pour stabiliser l'économie.

VI. L'emploi

36. Entre 2005 et 2010, le chômage a doublé aux États-Unis, frôlant les 10 %, mais il a depuis baissé pour s'établir juste au-dessus des 8 %. Il est toutefois resté à ce niveau depuis février 2009, et c'est la première fois que le chômage demeure aussi longtemps au-dessus de la barre des 8 % depuis les années 30; environ 40 % des chômeurs aux États-Unis sont à la recherche d'un emploi depuis au moins six mois. Le chômage a diminué au Canada et est d'environ 7,5 %. En revanche, il n'a pas encore atteint son niveau maximum dans l'Union européenne, où il est légèrement supérieur à 10 %, et il est presque de 11 % dans la zone euro. On observe toutefois des écarts considérables, puisque le chômage est de 10 % ou plus dans 12 des 27 économies de l'Union européenne, mais qu'il est de 5 % ou moins dans deux pays. Pour ce qui est des économies émergentes d'Europe, le chômage est très élevé dans la plupart des pays d'Europe du Sud-Est, où il dépasse les 10 %, et est par nature plus structurel que cyclique. Les taux de chômage officiels dans la plupart des pays de la CEI ont retrouvé leur niveau d'avant la crise, sous la barre des 10 %.

37. Le chômage des jeunes est élevé aussi bien dans les économies avancées que dans les économies émergentes d'Europe, avec un taux de 18 % pour ces deux catégories de pays en 2011. Ce chiffre est relativement haut par rapport aux normes mondiales, et c'est seulement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord que le chômage des jeunes est encore plus important. Dans les économies avancées d'Europe, le chômage frappe davantage les jeunes hommes que les jeunes femmes, tandis que dans les économies émergentes d'Europe, c'est l'inverse. Le chômage des jeunes est environ 2,75 fois plus élevé que celui des adultes de par le monde et dans le cycle économique. Comme il s'agit d'un rapport plus ou moins constant, la

stratégie la plus efficace pour réduire le chômage des jeunes consisterait à abaisser le niveau global du chômage. Dans les économies émergentes d'Europe, l'emploi informel et l'emploi sous contrat, mais sans prestations de base, sont monnaie courante, de sorte que même lorsque les jeunes travaillent, ils n'ont pas nécessairement accès à la sécurité sociale ou à un régime de retraite. Les perspectives d'emploi limitées qui sont offertes aux jeunes constituent peut-être un facteur explicatif du suicide des adolescents; c'est au Bélarus, en Fédération de Russie et au Kazakhstan que le taux de suicide des adolescents est le plus élevé au monde, environ le triple de celui des États-Unis.

38. Les taux d'activité ont diminué à cause des mauvaises conditions économiques. Bien que cela s'explique en bonne partie par le nombre de travailleurs découragés qui quittent la population active, cela tient aussi au fait que de plus en plus de jeunes choisissent de prolonger leurs études ainsi qu'au nombre de départs à la retraite. Par exemple, en 2012, le pourcentage de jeunes poursuivant des études supérieures aux États-Unis était plus haut que jamais.

39. Étant donné les niveaux élevés du chômage, de nombreuses économies avancées d'Europe choisissent de mettre l'accent sur la réforme structurelle du marché du travail. On estime généralement que les marchés du travail sont trop rigides et qu'il faut les réformer en suivant le modèle scandinave de la flexicurité, c'est-à-dire en offrant aux entreprises une certaine flexibilité dans leur recours à la main-d'œuvre, notamment en ce qui concerne l'embauche et le licenciement, tout en garantissant la sécurité de revenu des travailleurs au cas où elle serait remise en question par les décisions de l'entreprise.

40. C'est généralement pour les catégories les plus éduquées que le taux de chômage dans la région est le plus bas. Par exemple, au début de 2012, le taux de chômage aux États-Unis était de 4,2 % pour les diplômés de l'enseignement supérieur, de 7,5 % pour ceux qui ont suivi des études supérieures, de 9,5 % pour les diplômés du secondaire et de 14,8 % pour ceux qui n'ont pas obtenu de diplôme de l'enseignement secondaire. Par ailleurs, les personnes qui se trouvent dans cette dernière catégorie gagnent généralement moins de la moitié que les diplômés de l'enseignement supérieur.

41. La participation des femmes à la population active reste particulièrement limitée en Europe du Sud et dans la plupart des nouveaux États membres de l'Union européenne. Il n'y a aucun lien entre l'activité des femmes et la fertilité dans les pays d'Europe et la maternité n'est donc pas un facteur déterminant, du moment que des systèmes de soutien social appropriés sont offerts aux mères. En 2010, les femmes représentaient les deux tiers des sous-employés (travailleurs à mi-temps qui recherchent un emploi à temps complet) dans l'Union européenne. La diminution du nombre de fonctionnaires aux niveaux fédéral et local aux États-Unis au cours des dernières années a particulièrement touché les femmes : 70 % des pertes nettes d'emplois (765 000) dans ce secteur entre 2007 et 2011 concernaient des femmes.

42. Le taux de chômage élevé représente un plus lourd fardeau pour les travailleurs américains que pour ceux des économies avancées d'Europe en raison du caractère plus limité du système de sécurité sociale. Par exemple, 40 % des chômeurs aux États-Unis n'ont pas droit à des allocations de chômage, parce qu'ils ne travaillaient pas à plein temps ou depuis suffisamment longtemps pour y être éligibles. Le chômage de longue durée est associé à une réduction de revenu (20 % de moins) qui perdure 20 ans après, à davantage de problèmes de santé physique et

mentale, à une espérance de vie plus courte et même à de moindres revenus chez les enfants de ceux qu'il frappe.

VII. Les inégalités et la pauvreté

43. Les inégalités se sont aggravées dans la région de la CEE au cours des deux dernières décennies. Elles sont particulièrement marquées aux États-Unis, en Fédération de Russie, en Israël, en Italie, au Portugal, au Royaume-Uni et en Turquie. La part revenant aux 1 % les plus riches a considérablement augmenté. Les inégalités ont même empiré dans les économies dotées de forts systèmes de protection sociale comme l'Allemagne, le Danemark et la Suède; à l'exception de la France. Bien que les impôts et les transferts sociaux puissent considérablement réduire les inégalités liées au marché, ces initiatives de redistribution ont été limitées au fil du temps et sont devenues moins efficaces. Les inégalités se sont aussi considérablement creusées dans la plupart des économies en transition après leur passage à l'économie de marché.

44. L'augmentation des inégalités dans la région de la CEE s'explique par la mondialisation, les changements technologiques qui favorisent les travailleurs très qualifiés et l'évolution des politiques tendant à une réduction des impôts prélevés sur les riches et à une diminution des paiements sociaux aux pauvres. Par exemple, le taux marginal d'imposition pour les plus riches n'a cessé de baisser au fil du temps. Aux États-Unis, le taux maximum d'imposition a baissé et est passé de 90 % en 1958 à seulement 35 % en 2009 et le taux d'imposition actuel est aujourd'hui moindre pour toutes les tranches de revenu (par rapport à 1958); par ailleurs, le pourcentage de la population auquel est appliqué un taux d'imposition de 15 % ou moins a augmenté de manière significative au cours des dernières décennies. Dans certains cas, les politiques relatives à l'emploi ont eu pour effet d'affaiblir la protection salariale ou les syndicats par suite de modifications réglementaires ou institutionnelles. Au cours des dernières décennies, l'appartenance syndicale ou la couverture syndicale (compensation déterminée par négociation syndicale et non au cas par cas) ont baissé dans de nombreuses économies avancées de la CEE. La couverture syndicale reste supérieure à 50 % dans l'essentiel de l'Europe, mais elle est de moins de 13 % aux États-Unis.

45. L'augmentation des inégalités tient à une réduction de la part des salaires et traitements (avec en contrepoint une hausse de la part des investissements) et à un creusement des écarts de salaire. Aux États-Unis, la part du travail dans le revenu national est passée d'environ 65 % entre 1955 et 1985 à moins de 58 % en 2010. La part du travail dans l'Union européenne des 15, avant 2004, s'était établie sous la barre des 66 %, alors qu'elle représentait 71 % du revenu national en 1980.

46. La mobilité économique entre générations a diminué au cours des dernières décennies par rapport aux niveaux observés entre 1950 et 1980. Dans la région de la CEE, les économies qui se caractérisent par les plus grandes inégalités de revenu sont aussi celles où la mobilité entre générations est la plus limitée. Cette tendance est encore aggravée par l'importance du facteur capital humain dans les écarts de revenu et par le fossé croissant entre les résultats scolaires des enfants venus des familles riches et ceux venus des familles pauvres. Par exemple, aux États-Unis, 70 % du revenu des l % des ménages les plus riches proviennent du capital et une grande partie de ce capital se transmet d'une génération à l'autre. Par ailleurs, 82 %

des enfants venus des 25 % des ménages les plus riches obtiennent un diplôme universitaire, tandis que 8 % seulement des enfants venus des 25 % des ménages les moins riches sont dans ce cas.

47. Dans presque toutes les économies avancées de la CEE, la part du revenu allant aux 1 % les plus riches a augmenté considérablement au cours des dernières décennies. Aux États-Unis, elle est passée de 10 % en 1980 à environ 25 % aujourd'hui pour les 1 % des ménages les plus riches; et d'un peu plus de 30 % à 50 % pour les 10 % des ménages les plus riches pendant la même période. Entre 1993 et 2010, plus de la moitié de l'augmentation du revenu réel des États-Unis a bénéficié aux 1 % des ménages les plus riches. Même au Danemark, en Norvège et en Suède, où une moindre portion du revenu national leur revient, leur part a toutefois augmenté de près de 75 % depuis les années 90.

48. Le fait que les salaires n'augmentent pas n'est pas dû au manque de croissance économique. Par exemple aux États-Unis, les salaires hebdomadaires réels des travailleurs de la production et des ouvriers d'exécution (soit environ 80 % de la population active dans le secteur privé) ont baissé de près de 14 % entre 1972 et 2011, alors que la productivité a presque doublé sur la même période. Le revenu moyen des ménages a augmenté pendant cette période mais cela s'explique largement par le fait que davantage de femmes mariées font désormais partie de la population active. Toutefois, entre 1999 et 2010, même le revenu médian réel des ménages a baissé de 7 %.

49. Dans les économies émergentes d'Europe, environ 54 millions de personnes, soit 14 % de la population, sont victimes de la pauvreté. Ce chiffre varie considérablement avec des taux de plus d'un quart de la population en Arménie, en Géorgie, en Ouzbékistan et au Turkménistan, contre environ un cinquième de la population dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, en République de Moldova et en Turquie. Pour pouvoir renforcer les filets de sécurité sociale dans les économies émergentes d'Europe sans en compromettre la viabilité budgétaire, il faudrait qu'une part beaucoup plus importante des travailleurs soit intégrée à l'économie formelle. À l'heure actuelle, l'économie non observée représente plus de 30 % du PIB en Europe du Sud-Est, plus de 40 % dans la CEI et plus de 60 % en Géorgie.

50. La pauvreté n'est pas qu'un problème pour les pays à faible revenu de la région. Aux États-Unis, le taux de pauvreté a augmenté, passant de 12,1 % en 2000 à 15,1 % en 2010, et environ 46,2 millions de personnes sont concernées; le taux de pauvreté des noirs (27,4 %) est presque trois fois plus élevé que celui des blancs (9,9 %). En 2010, environ la moitié (48 %, soit 146 millions de personnes) de la population des États-Unis se trouvait soit sous le seuil de pauvreté soit dans la catégorie des faibles revenus (soit 200 % sous le seuil de pauvreté); 73 % des Hispaniques appartenaient à ces deux catégories en même temps. Entre 2001 et 2011, le nombre de personnes inscrites au programme américain de coupons alimentaires, qui fournit des denrées subventionnées aux familles dans le besoin, est passé de 17,3 millions à 46,2 millions de personnes. Entre 2001 et 2010, le pourcentage d'Américains non âgés sans assurance médicale est passé de 14,1 % à 19,5 %, tandis que le pourcentage de personnes ayant une couverture parrainée par leur employeur a diminué et est passé de 69,8 % à 53,5 %. En 1979, environ 84 % des travailleurs à bas salaires (quintile inférieur du salaire horaire) avaient une assurance maladie, dont 43 % par l'intermédiaire de leur employeur; en 2010,

seulement 61 % avait une assurance maladie, dont 26 % dans le cadre de leur emploi.

VIII. Progrès accomplis sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement

51. Bien que des progrès sensibles aient été accomplis à l'échelle mondiale sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement, la crise économique a provoqué dans plusieurs pays un recul par rapport à certains d'entre eux, et les pays en développement restent tout particulièrement dépendants de l'aide publique au développement (APD) fournie par les économies avancées pour reprendre leur progression. Les pays de la CEE fournissent 89,4 % de l'APD nette globale apportée par les pays membres du Comité d'aide au développement, et leur capacité à maintenir au cours des prochaines années l'assistance fournie au même niveau, voire à l'accroître, sera donc un facteur clef. L'objectif consistant à consacrer 0,36 % du revenu national brut (RNB) à l'APD, fixé lors du sommet du Groupe des Huit de Gleneagles et du Sommet mondial de 2005, n'a pas été atteint pour un certain nombre de raisons, y compris très probablement la crise économique. En 2010, l'APD ne représentait que 0,32 % du RNB des donateurs, soit légèrement moins qu'en 1990. En particulier, alors que l'Union européenne s'était fixé un objectif de 0,51 %, son APD n'a représenté que 0,46 % du revenu brut. Toutefois, huit pays de l'Union européenne ont atteint l'objectif visé et l'Union européenne en général consacre un pourcentage plus important du RNB à l'APD que les États non membres (à l'exception de la Norvège).

52. Au sein de la région de la CEE, les progrès accomplis sur la voie des objectifs du Millénaire pour le développement dans les économies européennes émergentes et les nouveaux États membres ont été inégaux. En raison du fort déclin économique associé à la transition des marchés planifiés vers l'économie de marché, de nombreux indicateurs ont baissé de manière significative pendant les années 90. En dépit des progrès appréciables accomplis récemment, même avant la crise au début de 2008, tous les pays de la CEE n'étaient pas sur la bonne voie pour atteindre tous les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015. Avec la grave récession due à la crise économique de 2007-2012, les progrès ont été rendus difficiles. Ce seront les pays de la CEI, et sûrement les nouveaux États membres de l'Union européenne, ainsi que, à un moindre degré, les pays de l'Europe du Sud-Est, qui auront le plus de mal à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. D'une manière générale, c'est pour les indicateurs de la santé et de l'environnement que les progrès enregistrés ont été les plus faibles.

53. Nombre des cibles fixées n'ont pas été atteintes dans les économies de la CEE, principalement en raison des piètres résultats obtenus pour des groupes désavantagés spécifiques, y compris certaines communautés ethniques et sous-régions géographiques. Il serait donc possible d'accomplir des progrès sur la voie des objectifs convenus en adoptant une approche plus centrée sur ces groupes. C'est particulièrement vrai pour les Roms dans certains des nouveaux États membres de l'Union européenne et les économies de l'Europe de l'Est dont la situation extrêmement difficile en termes d'emploi et de résultats en matière d'éducation s'est détériorée depuis la transition vers une économie de marché. L'intégration de ce groupe doit passer par une augmentation de l'aide au logement et un plus large

accès à l'éducation et aux soins de santé, ainsi que par une meilleure application des politiques d'emploi contre les discriminations. S'ils étaient plus nombreux dans ce groupe de la population à trouver un emploi dans le secteur formel, cela permettrait d'augmenter les recettes fiscales et les contributions à la sécurité sociale, de sorte que les mesures d'assistance mises en œuvre se retrouveraient largement autofinancées.

54. En 2010, les émissions de carbone ont augmenté de 5,8 % en Fédération de Russie, 4,1 % aux États-Unis et 2,2 % dans l'Union européenne et au Canada, c'est-à-dire moins que l'augmentation observée au niveau mondial, de 5,9 %, soit le triple de la moyenne enregistrée entre 1990 et 2010. Les économies de la CEE dans lesquelles les émissions ont connu en 2010 une augmentation supérieure à la moyenne mondiale sont la Belgique, la Finlande, le Kazakhstan, la Lituanie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suède, la Turquie et le Turkménistan. En revanche, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, l'Espagne, la Grèce, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Suisse sont parvenus à réduire leurs émissions en 2010. Sur le long terme, les émissions ont augmenté de largement moins de 1 % par an en Amérique du Nord et dans les économies avancées d'Europe depuis 1990, tandis qu'elles ont diminué dans les économies émergentes d'Europe. Par comparaison, les émissions ont augmenté de 2 % par an à l'échelle mondiale. L'Union européenne s'est engagée à réduire le niveau de ses émissions de 20 % par rapport à 1990 d'ici à 2020.

55. L'intensité énergétique de la production (nombre de kg de pétrole consommé par unité de PIB) diminue progressivement dans la plupart des économies de la CEE depuis 1990. Au début des années 90, l'intensité énergétique dans les économiques émergentes d'Europe était plus du double que dans les économies avancées d'Europe, mais cet écart s'est légèrement comblé au fil du temps et elle n'y est désormais supérieure que de 50 %.

56. L'Union européenne a tenté d'instituer une taxe carbone sur les vols à destination ou en partance de son territoire dans l'espoir de limiter les émissions de carbone et de lever des recettes. Toutefois, de nombreux pays non membres s'y sont opposés et ont menacé de prendre des mesures de représailles commerciales. C'est un exemple des différends commerciaux que risque de provoquer toute tentative nationale ou régionale de limiter les émissions de carbone en l'absence d'un cadre réglementaire négocié au niveau mondial. Par ailleurs, le prix des droits d'émission sur le marché européen du carbone s'est effondré et n'est environ qu'un tiers de ce qu'il était avant la crise financière.

IX. Intégration régionale et commerce régional

57. La Fédération de Russie a été acceptée dans l'OMC à la fin de 2011 après un processus d'adhésion de 18 ans; c'était la plus large économie du monde (et le seul membre du Groupe des Vingt) à ne pas en faire partie. Neuf des économies émergentes d'Europe n'ont toujours pas rejoint l'OMC. Le Kazakhstan espère y adhérer à la fin de 2012. L'union douanière entre le Bélarus, le Kazakhstan et la Fédération de Russie s'est transformée davantage à la fin de 2012 en une union économique avec la libéralisation des flux de capitaux. En Bosnie-Herzégovine, les droits de douane prélevés sur un nombre important de produits ont été réduits de 50 % au 1er janvier 2012, dans le cadre d'un accord commercial provisoire avec

l'Union européenne. Les négociations entre l'Union européenne et l'Ukraine sur la conclusion d'un accord d'association et d'un accord complet de libre-échange se sont achevées en 2011 mais il faut encore que ces accords soient signés. Les États-Unis et la République de Corée ont signé un accord de libre-échange en 2012.

58. Si, dans l'ensemble, le compte courant de la zone euro est presque équilibré, certains économies sont en situation d'excédents prononcés tandis que d'autres connaissent d'importants déficits. Le fait que la zone euro ne dispose pas de mécanisme efficace pour remédier à ces déséquilibres à l'intérieur de l'union monétaire constitue l'un des problèmes fondamentaux dans le cadre de la crise de la dette souveraine. À l'heure actuelle, les ménages venus de régions où l'épargne est excédentaire répugnent à prêter aux gouvernements des régions où l'épargne fait défaut. D'après les prévisions, la balance des comptes courants des États-Unis devrait rester largement déficitaire. Quant aux surplus actuels des comptes courants des économies en transition riches en ressources énergétiques, ils devraient s'amoindrir en 2012 et 2013.

59. Plusieurs gazoducs importants ont récemment été construits en Europe de l'Est et en Asie centrale, gage de diversification tant du côté de l'offre que de celui de la demande. Le gazoduc Nord Stream est opérationnel depuis la fin de 2011 et permet de transporter directement du gaz de la Fédération de Russie en Allemagne en évitant les transits par les économies d'Europe de l'Est, qui avaient vu une multiplication des désaccords concernant les prix ces dernières années. C'est le plus long gazoduc sous-marin au monde. Un gazoduc South Stream qui doit être achevé en 2015 transportera du gaz directement de la Fédération de Russie à l'Union européenne en passant sous la mer Noire (il existe d'ores et déjà un gazoduc Blue Stream allant de la Fédération de Russie à la Turquie). Le gazoduc Asie centrale-Chine, reliant le Turkménistan à la Chine via l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, qui a été inauguré en 2009, a vu l'achèvement d'une deuxième canalisation en juin 2011 et doit être pleinement opérationnel d'ici à la mi-2012. Il est également envisagé de construire des gazoducs supplémentaires entre la région Caspienne et l'Europe.

60. Pour un certain nombre d'économies émergentes d'Europe, les envois de fonds de l'étranger représentent une part sensible du RNB. Pour certain de ces pays, ces envois de fonds sont plus importants que les flux de capitaux privés ou l'aide étrangère. Leur part, en tant que pourcentage du PIB, a diminué dans la plupart des économies émergentes d'Europe en 2008 et 2009, et dans bien des cas, n'est pas revenue au niveau d'avant la crise, en dépit d'une augmentation en 2011 et 2012. En 2010, les envois de fonds ont été, d'après les statistiques officielles, supérieurs à 10 % du PIB en Albanie (10,9 %), en Bosnie-Herzégovine (12,9 %), au Kirghizistan (20,8 %), en République de Moldova (23,2 %), en Serbie (10,4 %) et au Tadjikistan (31 %). Ils ont été supérieurs à 5 % du PIB en Arménie, en Géorgie, au Monténégro et en Ouzbékistan. Au sein de la CEI, 31 millions de personnes sont parties chercher du travail dans un autre pays. Les envois de fonds, en particulier en provenance de la Fédération de Russie, ont diminué d'environ 30 % (ou 39 % par rapport à la tendance) au plus fort de la crise, et ont été l'une des principales courroies par lesquelles la crise a touché certaines de ces économies. L'Union européenne compte 32,5 millions de citoyens étrangers, qui ont procédé à des envois de fonds pour un montant avoisinant les 31,2 milliards de dollars en 2010. Les envois de fonds en provenance de l'Union européenne ont accusé une baisse en 2009 mais avaient retrouvé leur niveau de 2007 en 2010.